

Rejet massif de l'initiative nuisible «1:12» par le Conseil fédéral

Berne, le 27 septembre 2013

Communiqué

Rejet massif de l'initiative nuisible «1:12» par le Conseil fédéral

Le gouvernement soutient le PLR dans sa lutte en faveur du modèle suisse de réussite

Par sa décision d'aujourd'hui, le Conseil fédéral suit les Chambres fédérales, les cantons ainsi que le monde économique. Il rejette l'initiative nuisible «1:12» lancée par les jeunes socialistes. Avec ce projet extrême, la Suisse serait le premier pays au monde à opérer un dictat salarial de l'Etat au détriment des entreprises. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux combat ardemment cette initiative et s'engage en faveur du modèle suisse qui est une réussite. Il repose sur une économie libérale, une compétitivité élevée et un partenariat social efficace.

Dans aucun pays au monde, l'Etat ne définit le rapport entre le salaire le plus élevé et le plus bas fixés dans une entreprise. La Roumanie, sous le régime de Ceausescu, est le seul Etat socialiste totalitaire qui, par le passé, était arrivé à de tels arrangements. Dans une économie libérale, l'Etat et les législateurs n'ont pas à intervenir dans la politique salariale des entreprises.

Des pertes de recettes fiscales et un trou dans l'AVS menacent notre économie

Pour constater les effets néfastes de l'intervention du gouvernement dans le secteur privé, il suffit de regarder au delà de nos frontières. Une dette importante, un système de sécurité sociale en difficulté et un taux de chômage élevé sont les conséquences directes d'une intervention de l'Etat excessive dans le marché du travail. Pour ces raisons, le ministre de l'économie Johann Schneider-Ammann s'est aujourd'hui fortement opposé à cette initiative.

L'initiative mettrait également nos assurances sociales en péril: déjà menacée, l'AVS atteindrait les chiffres rouges d'ici 2020. De plus, le plafonnement des salaires prévu par cette initiative engendrerait un déficit avoisinant le demi-milliard de francs dans la prévoyance vieillesse, alors que les pertes de recettes fiscales pourraient s'élever à un milliard de francs. Cet écart devrait être comblé par la classe moyenne ainsi que les PME.

Des exigences irréalistes

L'initiative exige que le salaire des hauts dirigeants d'une entreprises ne soit pas plus haut que l'équivalent de douze fois le salaire le plus bas, cela tant pour les organisations suisses qu'internationales. Mais bien sûr ! Les entreprises internationales vont ajuster leur politique salariale en fonction des folies suisses. Au contraire, elles n'hésiteront pas à désertir la place

Rejet massif de l'initiative nuisible «1:12» par le Conseil fédéral

économique quand elles ne seront plus en mesure d'engager des employés hautement qualifiés.

L'implantation des firmes internationales est déjà en recul en Suisse, il faut donc être vigilant face à la tendance des réglementations extrêmes. Le PLR est diamétralement opposé à la vague d'initiatives lancée par les socialistes prônant la redistribution. Il combattra non seulement la proposition «1:12», mais également celle du salaire minimum et celle du revenu de base inconditionnel. Le modèle suisse est une réussite et cela grâce à des principes fondamentaux : un système économique libéral, une compétitivité internationale élevée et un partenariat social qui fonctionne. Le PLR est convaincu que ces éléments sont à l'origine du succès et doivent être préservés – **par amour de la Suisse.**

Contacts:

› Jean-René Germanier, conseiller national, 079 628 66 20

› Pia Guggenbühl, cheffe de la communication, 079 566 60 10

› Aurélie Haenni, porte-parole romande, 079 315 78 48